



les nouvelles de Loire Atlantique

Bimensuel édité par la
Fédération de Loire-Atlantique
du Parti Communiste Français

Numéro 765 - 11 mars 2004

Prix : 0,38 €

Le 21 mars, aux élections cantonales et régionales, vous avez la possibilité de dire non à la droite et à sa politique.

Vous pouvez participer à la construction de réponses concrètes à vos aspirations.

Votez pour les candidats présentés par le Parti Communiste aux élections cantonales et pour la liste de rassemblement à gauche aux élections régionales.



Vite lu

Ce nouveau numéro des Nouvelles paraît à quelques jours des élections cantonales et régionales qui auront lieu les 21 et 28 mars. Nous avons voulu au travers de ses 8 pages, nous inscrire dans les différentes campagnes qui se déroulent et dans lesquelles, les Communistes sont totalement impliqués. Nous revenons sur la présentation des candidats aux cantonales et sur quelques

échos de campagne.

Nous traitons également dans nos pages centrales, des principales questions sur lesquelles les élus communistes sont intervenus au Conseil régional durant le mandat qui s'achève.

Nous ferons aussi un large écho à l'initiative des candidats communistes aux cantonales et à la régionale sur les questions de la construction navale à laquelle participait Daniel Paul, Député communiste de Seine-Maritime.

● 21 mars : un enjeu

Les échéances électorales du 21 mars prochain, tant en ce qui concerne les cantonales que les régionales, ont un caractère important. Elles seront les dernières avant 2007, date des prochaines législatives et des présidentielles, et permettront d'apprécier les rapports de force politiques depuis le 21 avril 2001.

Ces élections peuvent apparaître comme des élections locales mais vite on s'aperçoit qu'elles prennent une dimension plus large, une dimension nationale. Nous avons en effet par ces scrutins, la possibilité d'utiliser notre bulletin de vote pour dire non à la droite départementale mais également à la politique du gouvernement, brutale et ravageuse pour nous tous.

Il n'y a pas un jour sans que de mauvais coups soient portés, que des mesures soient prises pour remettre en cause l'emploi, les garanties sociales, la retraite, la sécurité sociale... Cette politique, violente, destructive, s'attaque à toutes les questions qui structurent notre société, qu'il s'agisse de l'assurance chômage, des services publics, de la recherche, de la culture...

Ces élections peuvent être le moyen de dire non à cette politique, stop à cette droite, elles peuvent être un outil pour construire des réponses concrètes à nos aspirations.

La campagne menée par les Communistes va en ce sens, elle se veut offensive et ne se cantonne pas à une action politique qui consisterait essentiellement à débattre d'une éventuelle majorité au sein de l'hémicycle départemental mais se place au cœur des problèmes concrets des citoyens et de notre société en formulant des propositions concrètes. Dans le même temps, par des initiatives propres, les Communistes s'inscrivent avec leurs propositions, leur identité, dans la campagne des élections régionales montrant clairement qu'une liste de rassemblement à gauche permet que les diverses sensibilités s'expriment.

L'enjeu des scrutins du 21 mars, le vote en faveur des candidats présentés par le Parti Communiste Français pour les cantonales, de la liste d'union aux régionales sera déterminant pour combattre la politique de la droite et porter nos exigences.

Y.C.



Daniel PAUL, Député communiste intervient auprès du Gouvernement

Député communiste du Havre, Daniel PAUL, spécialisé dans les questions maritimes a présidé la commission d'enquête parlementaire sur le naufrage de l'Erika. Il a interpellé le gouvernement par une question écrite à Madame Nicole Fontaine.

Dans son courrier, il met en avant les besoins que génèrent ou vont générer rapidement le développement des transports maritimes, la nécessité de sécurité accrue dans ce domaine, le développement des autoroutes de la mer (Portugal/Espagne/France) la nécessité pour notre pays d'appuyer la vocation maritime et portuaire de la France sur un secteur de la construction navale en développement. Ainsi, souligne le Député "le contexte favorable à la diversification de la construction navale et compte tenu des difficultés actuelles du Groupe Alstom et de ses conséquences possibles, suppose l'élaboration d'une politique industrielle et de transport maritime ambitieuse au niveau de l'Etat et à l'échelle de l'Europe".

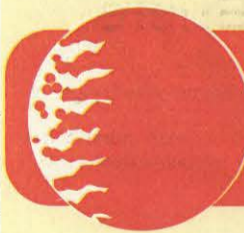
Au cours de la journée, Daniel PAUL soulignait que la réflexion des communistes s'élargissait aujourd'hui à l'ensemble de la côte de la Bretagne Sud et de la Loire-Atlantique où sont concentrées des capacités importantes de production et de réparation navales tant dans le domaine de la production civile ou militaire, que de la plaisance ou de la pêche. Il y a du grain à moudre....



De 7 heures du matin à midi, les militants communistes sur le terre-plein de Penhoët

Dès 7 heures du matin, les militants communistes ont investi le terre-plein de Penhoët pour porter auprès des salariés des Chantiers et des entreprises sous-traitantes, les propositions communistes pour pérenniser la construction navale.

Parallèlement à l'intervention des élus communistes auprès des pouvoirs publics et aux contacts avec les organisations syndicales des Chantiers, cette initiative témoigne à sa façon de la volonté des communistes d'intervenir à tous les niveaux pour porter les exigences du maintien et du développement de la filière industrielle de construction navale dans notre région et notre pays.



17h15 Les Elus communistes et Républicains rencontrent avec le Sous-Préfet de l'arrondissement de Saint-Nazaire : Monsieur FALCONE

A la demande du Président du Groupe des Elus Communistes et Républicains de la CARENE, Hubert DELAHAIE, le représentant de l'Etat a reçu une délégation d'élus (1). Ils ont fait part au représentant de l'Etat de leur demande pressante de la réunion d'une table ronde sur l'avenir de la Construction navale.

Elle devrait réunir sous l'égide du Représentant de l'Etat, les organisations syndicales, les représentants d'Alstom et Alstom Marine, les acteurs de la filière maritime et portuaire ainsi que les représentants du secteur public EDF/GDF et le groupe bancaire de la Caisse des Dépôts et Consignations dont les fonds collectés pourraient être mobilisés.

L'objectif de cette table ronde devrait être clairement défini : rassembler les acteurs pour appuyer la définition d'une véritable politique industrielle de l'Etat pour le développement de la Construction navale autour du potentiel nazairien.

Cette volonté politique forte exprimée au niveau de l'Etat permettrait un nouveau positionnement de l'outil industriel nazairien pour des prises de commandes diversifiées en rapport avec la vocation maritime et portuaire de la France

Dans le même temps, se pose la question du maintien des compétences acquises des travailleurs de la Navale et des entreprises sous-traitantes. Une politique ambitieuse de formation pour le maintien et le développement des savoir-faire est indispensable pour maintenir le potentiel industriel naval de la région.

Enfin, l'investissement dans le secteur de la recherche/développement, est prioritaire pour répondre aux besoins futurs (élargissement des transports maritimes à venir et besoin accru de sécurité), à l'image des technologies mises en œuvre pour les méthaniers qui utilisent le gaz transporté pour alimenter sa propulsion ou pour le pétrolier 3E (écologique, économique et Européen).

(1) Gilles BONTEMPS et Michèle PICAUD Conseillers régionaux, Hubert DELAHAIE, Président du Groupe des Elus Communistes et Républicains de la CARENE, Michel RICA, Elu communiste de Nantes, de Nantes Métropole et Secrétaire départemental du PCF, Jean-Louis LE CORRE Conseiller général et Maire de Trignac, Roger DAVID, Maire de Saint-Malo-de-Guersac, Marc JUSTY, Maire de Saint-Joachim et Christian SAULNIER, Adjoint au Maire de Saint-Nazaire.



Daniel PAUL, Député communiste intervient auprès du Gouvernement



La délégation des Elus Communistes et Républicains a rencontré les organisations syndicales des Chantiers : la CGT, la CFDT, la CFE CGC.

Les préoccupations exprimées sont toutes centrées sur la mobilisation pour pérenniser la Construction navale. Les exposés des Syndicats dans leurs dimensions sociales, économiques s'appuient tous sur le positionnement de l'Industrie Navale nazairienne au coeur d'une filière maritime. Il s'agit des hommes, de l'armement des navires, du développement des ports, et de la construction navale, de ses sous traitants et du développement du territoire.

Nous sommes à un tournant, il convient de mettre en échec le projet de restructuration proposé aux Chantiers de l'Atlantique.

Les commandes de navires ont augmenté de 25% en 2003 dans le monde. Les difficultés du Groupe Alstom et la faiblesse du carnet de commande d'Alstom Marine nécessitent une intervention forte de l'Etat, des acteurs de la filière maritime et portuaire, du secteur bancaire et des Elus des collectivités territoriales pour permettre une réorientation de la stratégie industrielle et financière de ce groupe qui existe principalement grâce à la commande publique.

1. La France, par son linéaire de côte et son positionnement géographique sur les routes maritimes d'échanges, possède une tradition maritime et des outils de constructions navale complémentaires sur la façade atlantique à Brest, Lorient et Saint-Nazaire ;
2. La tendance à une trop grande spécialisation des Chantiers réduit l'amplitude des savoir-faire et limite la diversification du plan de charge ;
3. Notre indépendance en matière d'approvisionnement énergétique se trouve réduite par l'insuffisance du nombre de méthaniers de grandes capacités "nouvelle génération"
4. Le renouveau du cabotage maritime et estuarien en Atlantique et en Méditerranée nécessitera la conception et la construction de navires spécifiques (l'estimation du nombre de navires à construire : 2000 unités)
5. Les Chantiers perdent-ils de l'argent ? NON
6. La balance commerciale de la France est bénéficiaire grâce à la fabrication d'avions et de navires ;

La Construction navale est une industrie de main d'œuvre à fortes compétences qui a occupé récemment jusqu'à 13 000 salariés de notre territoire. Elle est aussi productrice de richesses : pour 1€ d'aide publique, les Chantiers et ses salariés génèrent 9€ de ressources publiques.

L'aide à la Construction navale, procurée par l'Union Européenne, n'est pas destinée aux Chantiers mais aux armateurs des navires commandés. Elle doit être réorientée vers la recherche/développement des Chantiers pour les navires novateurs et prototypes. (Méthaniers, Pétrolier 3E par exemple).

Plutôt que de prendre des commandes de navires plus diversifiées, le Groupe Alstom, en l'absence d'une politique industrielle nationale "valorise" sa filiale Alstom Marine en vendant ses savoir-faire à d'autres plutôt que de rechercher les synergies que pourraient représenter les bases d'une politique industrielle positive pour l'ensemble des Chantiers européens.

Il paraît aujourd'hui indispensable que les banques françaises et la Banque Européenne d'Investissements assurent les garanties et cautions nécessaires à la commande des navires.

Clarifier la situation pour qu'émerge une stratégie pour agir.

La tenue d'une table ronde peut contribuer à clarifier le rôle des acteurs. Avec la décentralisation, il est devenu indispensable d'utiliser les nouveaux leviers que les représentent les Conseils régionaux dans le domaine des transports et de la formation.

Elections cantonales 21 mars 2004-03-03

MEETING
de la liste de rassemblement de gauche

Lundi 15 mars à 20 heures
Halle de la Trocardière
Avec la participation de
Jacques AUXIETTE, tête de la liste
François HOLLANDE,
Secrétaire du PS
Gilles BONTEMPS, membre du
Conseil national du PCF
Marie-Annick AUBERT, Les Verts

Des élus communistes régionaux au service des salariés et de la population

Durant les six ans du mandat, parallèlement au travail du groupe au sein de l'Assemblée régionale, les élus communistes ont développé une importante activité sur le terrain dans leurs différents départements. Nous donnons ici quelques unes des nombreuses actions des deux élus de Loire-Atlantique : Michèle PICAUD et Gilles BONTEMPS.

Défense de la filière de l'Histoire des Arts à l'Université de Nantes

Après une décision du Conseil d'Administration de l'Université de supprimer cette filière, plusieurs initiatives ont eu lieu :

- Rencontre des élus communistes avec l'UNEF, syndicats de professeurs et représentants d'ATOS.
- Démarches en commun vers la présidence de l'Université, conférences de presse, démarches vers la majorité de droite régionale et vers le Ministère de l'Education Nationale (gouvernement de gauche).
- Démarches également vers les élus PS, de la Ville de Nantes siégeant au Conseil d'Administration de l'Université.
- Soutien à la grève des étudiants

A l'issue de deux mois d'actions, succès et maintien de la filière après de nouveaux votes au Conseil d'Administration.

Contre la fermeture des magasins départementaux de la Poste de Laval et de Nantes

A la demande initiale de la CGT du Centre départemental de Nantes et après de multiples rencontres avec les salariés CGT, CFDT et FO, une action conjointe et des initiatives séparées ont été établies d'un commun accord. Suite à des rencontres sur le lieu de travail, des démarches ont été faites vers :

- les différents ministères,
- les autres élus régionaux et nationaux,
- la direction de la Poste etc...

Les choix nationaux de la Poste et du Ministère de l'Industrie à l'époque (Christian PIERRET) n'ont pas permis d'aboutir.



Sur notre photo, les 4 candidats du Parti Communiste Français sur la liste de rassemblement.

De gauche à droite : Hubert DELAHAIE, Adjoint au Maire de Montoir, Patricia MORINIERE, Conseillère d'orientation, Gilles BONTEMPS, Conseiller municipal de Saint-Herblain, Conseiller régional sortant, Michèle PICAUD, adjointe au Maire de Trignac.



Construction de l'A3XX, devenu A380

Les élus régionaux communistes de Loire-Atlantique et la Fédération du PCF ont apporté en permanence leur soutien aux salariés de l'Aérospatiale.

Rencontre avec les syndicats CGT et CFDT des deux usines d'Aérospatiale de Nantes et Saint-Nazaire.

Rencontre à Toulouse avec la Fédération PCF de Haute-Garonne et des représentants du Comité d'Entreprise de l'Aérospatiale de Toulouse. Rencontre avec les directions de Toulouse, Nantes et Saint-Nazaire.

La position défendue était celle portée par les syndicats, par les Fédérations du Parti (Haute Garonne, Seine-Saint-Denis, Loire-Atlantique) et celle poussée par Jean-Claude GAYSSOT, alors Ministre.

Celle-ci consistait à faire en sorte que la chaîne de montage s'établisse à Toulouse pour garantir le montage en France et obtenir des répartitions de charges pour les différentes usines françaises et particulièrement Nantes et Saint-Nazaire.

Les élus communistes ont défendu cette position au Conseil régional et sur le terrain jusqu'au bout contre la droite, mais aussi les autres groupes d'élus.

Ceux-ci étaient sur une logique démagogique qui laissait croire que cela pourrait se faire à Saint-Nazaire en faisant voter des crédits de réserve pour cela. C'était vouloir nier les multiples difficultés qui risquaient d'envoyer la chaîne de montage à Hambourg.

Au final, c'est la position que nous avons défendue et pour laquelle nous nous sommes activement battus qui a été retenue avec des plans de charges importants pour les usines de Nantes et Saint-Nazaire.

Energie

Actions multiples des élus avec le syndicat CGT d'EDF-GDF :

- sur les problèmes du réseau de transport d'énergie en Vendée (vétusté du réseau) face à l'insuffisance de production énergétique pour redonner à la centrale de Cordemais sa pleine capacité en déconstruisant les tranches arrivées à terme, pour reconstruire de nouvelles unités sur le site. Cette question reste d'actualité.

Lycée Aristide Briand à Saint-Nazaire

Dès le début du mandat, les élus régionaux, en lien avec les professeurs et parents d'élèves de cet établissement, ont fait pression, avec succès, sur la majorité régionale pour obtenir l'augmentation en masse financière et l'accélération des travaux de reconstruction d'une partie du lycée.

Salariés des Chantiers de Saint-Nazaire

Soutien permanent à leurs luttes et initiatives multiples contre la suppression des aides et pour la diversification des constructions (Méthaniers, acquiers, pétroliers doubles coques, cars ferries, etc...) : pour le double coque "3€", soutien et participation aux initiatives de la section PCF de St Nazaire et de la Fédération de Loire-Atlantique, animatrices d'une pétition qui a recueilli près de 15 000 signatures.

Construction d'un car-ferry

Printemps 2002 : démarches auprès des Présidents des Conseils régionaux de Bretagne et des Pays de la Loire, avec les salariés des Chantiers de l'Atlantique, pour obtenir la construction d'un car-ferry de la SABEMEN (société bretonne) à Saint-Nazaire. C'est finalement le Chantier allemand BEYER qui a emporté la commande.

Ligne haute-tension traversant la Brière

- Action avec les Communistes et les Elus communistes briérons. Initiatives vers de nombreux autres élus, syndicats, associations pour que se réalise la ligne haute-tension entre Donges et Pontchâteau (passage de 83 000 Volts à 225 000 Volts). Cette volonté de réalisation s'est fortement opposée aux "Verts" et autres formations écologistes, mais aussi à des associations de riverains pilotées par des cadres de la raffinerie de Donges qui avait, elle, un projet de cogénération.
- Action ensuite pour l'enfouissement de cette nouvelle ligne.

Après la catastrophe de l'Erika

Demande d'une session extraordinaire "Marée Noire" au Conseil régional sur cette catastrophe. Les buts de cette session : obtenir réparation des dommages occasionnés ; obtenir de la part de l'Etat et de l'Europe des dispositions et des règles strictes pour le développement de la sécurité maritime en impulsant l'exigence de renouveler la flotte de commerce. Participation aux rencontres publiques avec les citoyens sur la Côte Sauvage.

D'autre part, dans le cadre de la réparation, en lien avec Michèle DEMESSINE, les élus communistes ont permis d'obtenir une augmentation de l'enveloppe pour la modernisation des structures d'accueil des professionnels du tourisme sur la côte atlantique (Vendée, Loire-Atlantique) : 150 millions de francs.

Inondations en Brière

Les Elus communistes ont pris l'initiative d'une rencontre à la Région avec les agriculteurs de Brière suite aux inondations et ses conséquences de début 2001. Les Elus communistes et les représentants de la Fédé 44 les ont accompagnés lors de l'entretien avec Roselyne BACHELOT, présidente de la Commission Environnement au Conseil régional.

Conseil Régional des Jeunes

Dès la session d'octobre 1998, au début du mandat, le groupe des Elus communistes avait déposé un vœu proposant au Conseil régional la mise en place d'une instance régulière de consultation régionale des lycéens. A l'époque, la majorité régionale avait repoussé cette proposition en arguant, entre autres, du fait que la Région ne devait pas se substituer à l'Etat dans le dialogue avec les jeunes... L'idée a certainement fait son chemin depuis car un Conseil régional des Jeunes s'est mis en place en juin 2002, même avec ses imperfections de fonctionnement (mode de désignation des élus, portée de leur travaux etc...).

21 mars 2004 : 1^{er} tour des électi

Gratuité des livres scolaires dans l'enseignement secondaire

Comme ils l'ont fait pendant la campagne électorale, tout au long du mandat, ils ont exigé la gratuité des livres scolaires pour l'enseignement secondaire (comme cela a été fait dans plusieurs régions dirigées par la gauche). La droite a détourné la question en assurant le financement qu'à la condition que cela soit pris en charge par des associations de parents d'élèves. Cela a conduit à ne pas assurer la gratuité pour tous.

Action avec les Conseillers d'Orientation

Printemps 2003 : rencontres fructueuses avec des conseillers d'orientation-psychologues ("co-psys"), en lutte contre le projet de leur intégration dans les services régionaux entraînant la casse de leur fonction et de leur statut. Soutien et aide des Elus communistes y compris lors de leur venue à la session du Conseil régional. Notons que les "co-psys" ont eu gain de cause au terme de leur bataille, ils sont toujours personnels de l'Éducation Nationale..



Reconqu ferroviaire

Action permanente ve tous niveaux, les entre des moyens, dispositions privilégiant route à chaque fois qu

Sur la masse du tonn millions de tonnes pa marchandises transiter est principalement due - à l'état des infrastruc (ou à leur saturation) - aux orientations gour de nombreuses année "Transport Routier" (ex à une politique de la S ne permet pas une marchandises adapté besoins.

Cette bataille es d'actualité, la droite politique de régress ferroviaire

Transports ferroviaires

Ils ont eu une ligne de conduite constante :

- partir des besoins et des intérêts des gens
- favoriser les alternatives à la route
- défendre le service public
- travail constant avec les acteurs de terrain

• Sur le rééquilibrage Route-Rail : leur positionnement a toujours été de privilégier celui-ci dans le cadre de la défense du service public et en lien permanent avec le mouvement syndical, particulièrement la CGT, ainsi que les Fédérations du PCF concernées.

Ils ont également développé des contacts réguliers avec la FNAUT (associations d'usagers) ainsi qu'avec les Elus communistes chargés des mêmes questions dans d'autres régions. Cela a amené une série d'initiatives sur le terrain et des positionnements constants en commission ou en session au Conseil régional pour ce rééquilibrage.

• Sur les tarifs : leur exigence d'amélioration des services à la population a permis de réduire les tarifs sur l'abonnement travail. Celui-ci a été étendu à l'ensemble du territoire régional.

La gratuité aux chômeurs est par contre restée très limitée aux entretiens d'embauche malgré leurs multiples interventions tout au long du mandat.

Des tarifs jeunes et par groupe ont été mis en place en 2001.

• Désengorgement du réseau par des extensions d'infrastructures et des modernisations de lignes (notamment lors de l'élaboration du contrat de plan Etat-Région).

Contributions aux batailles au moment du contrat de Plan pour qu'y soit inscrit le désengorgement des nœuds ferroviaires de Nantes - Angers - Le Mans.

• Refus du morcellement des lignes, envisagé par la SNCF et à leur transfert sur les régions. C'est le cas pour Nantes-Bordeaux. Pour l'instant, ils ont entraîné la Commission dans ce sens. Concernant le morcellement, nous sommes confrontés à ce type de questions aujourd'hui sur les lignes Nantes-Lyon et Caen -Le Mans-Tours.

• Positionnement permanent au sein du Conseil régional et sur le terrain pour la modernisation et l'électrification de Nantes-Lyon. Un dossier qui, en coopération avec les élus de la région Centre et du Ministre Jean-Claude GAYSSOT, a trouvé traduction concrète avec le contrat de plan.

• Nantes-Bordeaux : c'est sur notre initiative que la modernisation de cette ligne a été inscrite dans les schémas de service, reprise par l'ensemble du Conseil régional.

• TGV ouest et contournement du Mans : les Elus communistes ont mené bataille pour la réalisation du TGV ouest en coopération avec les Elus communistes de Bretagne et ont exigés conjointement le contournement et le maintien du niveau des dessertes au Mans.

• Demande d'une étude de faisabilité d'une troisième voie entre Nantes-Angers : c'est sur proposition communiste qu'elle a été inscrite au contrat Etat-Région. Elle vient d'être réalisée aujourd'hui. La bataille doit se poursuivre pour obtenir la même chose entre Nantes et Saint-Nazaire.

• C'est sur l'initiative et l'intervention communiste que la voie SNCF 2bis à Ancenis, dont les travaux viennent de se terminer il y a quelques mois, a été réouverte.

• Actions au sein de la commission régionale sectorielle et vers le Ministère et participation aux luttes pour les réouvertures des lignes à l'année (Nantes-Pornic) et pour l'inscription au contrat de Plan des études pour la réouverture de Fontenay-Le-Comte - Niort et Nantes - Châteaubriant.

• Participation aux initiatives organisées par les associations d'usagers, l'Arée et la FNAUT à Noirmoutier (à leur demande), pour obtenir du Conseil régional une amélioration de la ligne routière SNCF Nantes-Noirmoutier (aubettes et arrêts sur l'île, fréquence et billetterie sur la ligne). Revendications satisfaites sur les questions dépendantes du Conseil régional.

• Engagement financier de la Région pour le ferroviaire : les Elus communistes sont intervenus à de multiples reprises avec succès, aussi bien en commission qu'en session du Conseil régional, pour exprimer leur inquiétude et s'opposer aux tentatives d'une partie de la droite d'infléchir le niveau d'engagement financier de la région en faveur du ferroviaire.

Ils sont également intervenus pour l'indépendance de l'entreprise publique mise en cause par une partie de la majorité régionale dont l'ambition est de vouloir gérer à la place de la SNCF (budgets de fonctionnement comme le personnel).

Le 21 ma
voix com
dire non
pour fair
vos exi
Votez e
de la l
rassem
à ga

Défense d

Participation à toutes c

• Opposition constante ont été repoussés).

• Opposition au déclas

• Avec les Elus comm réalisation du Port se plateforme multimodal permettre d'étendre la marchandises par Rail

• Refus de financer u laquelle les Régions P artificiel et une aggrav En coopération avec aggravation (il s'agissa

• Soutien à la candidat

• Maintien du Quai W portuaires (syndicats, e lien avec le développe sécurité, d'économie e

• Opposition au projet c de terrain que dans la

Sur ces deux sujets, lu

• Action avec les sync développement de l'ac

ions régionales

ête du fret

la SNCF, RFF, les élus à ises, le Port, pour obtenir des choix, des l'utilisation du rail sur la possible.

ge portuaire (plus de 31 an), seuls 6 à 7 % des par le rail. Cette situation

ures sur certaines lignes

ementales qui depuis is ont privilégié l'option epté entre 1997 et 2002). CF qui ne permettait et offre de transports des s aux réalités et aux

plus que jamais étant revenue à une on du service public

**rs : votre
otera pour
a la droite,
e avancer
gences.
n faveur
iste de
blement
uche.**

u Service Public et du statut du Port

es batailles dans ce sens avec les salariés du port.

à la privatisation du port ou à sa régionalisation réclamée par la droite et certains élus de gauche (à ce jour, ces mauvais projets

ement du port et à la mise en cause de son statut.

unistes de la Région " Centre " et les acteurs portuaires, ils se sont battus, avec l'aide de Jean-Claude GAYSSOT pour la à Vierzon (dont l'extension des voies à 750 mètres en gare de Vierzon a été inaugurée fin 2003). Il s'agit de réaliser une (ferroviaire et routière), bénéficiant des mêmes services qu'un port (enregistrements, douanes, etc...). Cette plateforme va ainsi zone d'intervention du Port vers l'est (Rhône-Alpes et le sud-est de l'Europe), en favorisant le développement du transport des

le mauvaise ligne de cabotage : en 2001/2002, ils ont dénoncé le gouffre financier d'une ligne de cabotage non viable pour ys de la Loire et Poitou-Charentes étaient sollicitées à un très haut niveau. Cela, avec, comme seule perspective, un maintien ion du déficit.

es Elus communistes de Poitou-Charentes, ils ont obtenu que ni le Port, ni les deux régions ne financent ce déficit et son t de E.F.L : Européen Feeder Line)

re du Port Nantes – Saint-Nazaire pour le projet d'autoroute des mers.

son à Nantes. Multiples initiatives avec les Elus communistes de l'agglomération nantaise et avec de très nombreux acteurs ntreprises, marins, autres élus) vers les différentes collectivités concernées pour maintenir des postes à quai sur l'île de Nantes en ment de la Raffinerie Beghin Say et l'activité de la S.N.E. (Société nationale des Engrais), cela pour des raisons écologiques, de d'emploi.

un pont sur la Loire entre Chantenay et Rezé qui mettrait en cause l'activité portuaire du site (avec pratiquement les mêmes acteurs itte précédente).

te actuellement en cours.

cats et le port pour obtenir l'extension des zones d'arrière quai (espaces pour les entrepôts et les terrains indispensables au vité portuaire)



Port Autonome Nantes – Saint- Nazaire

Là aussi une démarche constante : faire accroître les investissements portuaires en terme d'infrastructures et de matériel pour répondre aux défis présents et à venir en terme

d'activité et d'emploi, de sécurité et d'environnement.

Cette démarche, là encore, a été faite en lien permanent avec l'ensemble des acteurs portuaires : syndicats, administrateurs divers, élus, Direction du Port, entreprises, etc... ainsi qu'avec les Unions départementales CGT et parfois Force Ouvrière.

- Réalisation de Donges-Est : nombreuses initiatives publiques, participation aux débats contradictoires, conférences de presse, initiatives vers le Ministère, Préfecture, etc... ont été engagées pour aboutir à l'inscription de ce projet au Contrat de Plan Etat-Région (C.P.E.R.) ; puis, pour l'engagement des travaux.

- En même temps, ils se sont opposés à l'extension du port envisagée entre les Chantiers de l'Atlantique et le chenal de l'estuaire (port aval).

- Positionnement et initiatives pour l'extension du Port à Nantes avec un nouveau quai à Cheviré 4 son inscription au C.P.E.R. et sa réalisation (qui se termine actuellement)
 - Développement des quais à Montoir (terminal agroalimentaire et T.M.D.C.)
 - Actions en cours pour la réalisation d'un nouveau quai à Nantes (Cheviré N°5)

- Visite d'autres ports:

Proposition des élus communistes pour que les membres de la commission régionale Infrastructures et Transports visitent plusieurs ports européens. Ceci dans le but de voir ce qui se réalise ailleurs afin de pouvoir décider en connaissance de cause ce qui peut aider au mieux le développement du Port. Grâce à cette démarche, il y a eu les visites de Bilbao, Liverpool, Dublin, Anvers... et des conséquences positives sur les décisions.

- Bataille pour l'inscription au C.P.E.R. du 3ème et du 4ème portique à Montoir au Terminal à Marchandises Diverses et Containers et action pour l'amélioration des raccordements ferroviaires.

- Interventions constantes en commission, en session et hors session pour que les financements régionaux soient à la hauteur des enjeux et des besoins du Port autonome.

Dans le domaine aéroportuaire

Outre le soutien à la modernisation des petits aéroports régionaux, ils ont développé une démarche constante et parallèle visant à la fois à :

- l'extension et la modernisation de "Nantes Atlantique"

- et son transfert à "Notre Dame des Landes" pour répondre aussi bien au développement économique, social, culturel, scientifique du département et des régions concernées, qu'aux problèmes de sécurité, d'environnement de qualité de vie, dans la zone à forte densité de population qu'est l'agglomération nantaise (550 000 habitants).

Une activité constante pour exprimer cette démarche a été menée sur le terrain avec les Fédérations du PCF de Loire-Atlantique, d'Ille et Vilaine, au Conseil régional, dans tous les lieux de consultation ou de décision y compris lors des différentes soirées du débat public.

Lors de ces moments forts, les Elus communistes ont posé partout la question du raccordement de l'aéroport de Notre Dame des Landes au réseau ferré dans le cadre d'une nouvelle liaison ferroviaire directe Nantes-/Rennes.

Infrastructures routières

Tout en restant dans la logique d'un rééquilibrage de la route vers le rail, leur démarche a été de revendiquer ou de soutenir l'amélioration du réseau routier intervilles au cœur de la région des Pays de la Loire, et interrégional (en prenant toujours en compte les avis et luttes des Fédérations concernées.)

Ex : -Saint- Nazaire-Laval ; Nantes-La Roche-Les Sables d'Olonnes ;
- Nantes-Cholet ; Angers-Laval ; A28 dans la Sarthe pour la reprise des travaux, l'A11 (contournement d'Angers).

- Liaisons inter régionales : Nantes-Cholet-Poitiers ; Nantes-/Saint-Nazaire avec l'enterrement pour raisons de sécurité de la 4 voies à Trignac (la ville étant coupée en 3 par cette nationale et la rocade) Vendée/La Rochelle, Savenay- Vannes.

Nationale 171, contournements des communes : rencontres et actions avec des associations et avec des élus de différentes appartenances politiques et de différentes collectivités pour faire prendre en compte les contournements des communes non retenus au Contrat Etat Région.

Actions menées en commun vers les services de l'Etat, vers la Région, vers des communes du département etc... :

- contournement de Tréflieux avec les Elus du canton et des associations.
- contournement de Châteaubriant
- Blain avec l'association "Résistance"
- La Grigonnais (association pour le contournement de la commune)

Nationale 137 : positionnement pour la réalisation des deux échangeurs à Derval.

En lien avec la Fédération du PCF de la Mayenne, nous nous sommes par contre opposés au projet de contournement de Château-Gontier qui remettait en cause le pont S.N.C.F. et la ligne Sablé/Château-Gontier (nous nous étions opposés auparavant à la fermeture partielle de cette ligne SNCF et à son retranchement). Avec la Fédération de la Mayenne, nous avons soutenu un autre projet de contournement de cette ville.

Enfin, au-delà de ces éléments, nous avons souvent souligné la persévérance de la droite à financer sans compter le développement routier alors qu'il fallait en permanence mener une bataille pour conserver un haut niveau d'engagement en faveur du ferroviaire et du portuaire.

ELECTIONS CANTONALES 21 ET 28 MARS 2004

Nous présentons dans notre dernière édition, quinze des trente candidates et candidats aux élections cantonales du 21 mars prochain. Nous vous proposons de poursuivre notre tour du département en portant à votre connaissance les quinze autres candidates et candidats présenté(e)s par le Parti Communiste Français en Loire-Atlantique.



ANCENIS
Claude Gaudin
37 ans
Ouvrier



ROUGÉ
Jean-Pierre Le Bourhis
63 ans, Retraité, Conseiller
municipal de Châteaubriant



HERBIGNAC
Hubert Faivre-Pierret
48 ans,
Cadre territorial



GUÉMÉNÉ- PENFAO
Sabine Mahé
35 ans, Secrétaire,
Adjointe au Maire de Trignac



NORT SUR ERDRE
Josette Boursicot
69 ans, retraité, Adjointe
au Maire de
La Chapelle sur Erdre



SAINT-NAZAIRE EST
Laurent Belliot
38 ans, Employé de banque,
Adjoint au Maire
de Saint-Nazaire



DERVAL
Yves Blais
53 ans, Directeur
d'école, Adjoint au
Maire de
Saint-Vincent des
Landes



**SAINT -NAZAIRE
OUEST**
Yvon Renévot
32 ans, Professeur
de sciences



**SAINT-PHILBERT
DE GRANDLIEU**
Claudine Morel
45 ans,
Assistante sociale



BLAIN
Jean-Luc Plumelet
51 ans, Ouvrier, Conseiller
municipal de Blain



VARADES
Daniel Frouin
49 ans, Agent SNCF,
Adjoint au Maire de
Bouguenais



NANTES 3
Raymond Lannuzel
55 ans, Cadre de banque,
Adjoint au Maire de Nantes



ORVAULT
Jean, Pierre Fromonteil,
50 ans, Contrôleur aérien



PAIMBOEUF
Marc Bernardeau,
45 ans, Agent hospitalier



VERTOU
Michel Gouty
54 ans, Enseignant EPS,
Conseiller municipal de Vertou

... SUR LE FONCTIONNEMENT D'UNE COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

NLA a rencontré Didier POTIRON, Adjoint au Maire de Savenay et Conseiller communautaire de la Communauté de Communes Loire et Sillon (Savenay, Lavau sur Loire, Bouée, la Chapelle-Launay, Campbon, Quilly, Malville, Prinquiau) ..



NLA : Quelle est ton appréciation sur le fonctionnement de la Communauté de Communes Loire et Sillon (CCLS) ?

Didier Potiron : Le fonctionnement actuel de la CCLS, et ce qu'elle apporte au quotidien, au regard des besoins de la population, ne peut nous satisfaire. Il faut sortir de ce consensus mou qui empêche qu'un véritable projet politique sorte des cartons, car je pense qu'il règne encore une culture de clocher étroitement communale où la CCLS, sur la base d'un tronc commun de compétences, en est réduit à une quasi-gestion au strict minimum réglementaire.

Certes, nous sommes dans la phase de diagnostic afin d'élaborer notre projet de territoire, mais cela doit-il empêcher de prendre en compte, sur certaines compétences, l'expression des besoins de nos concitoyens ?

Il ressort de ce que nous voyons, entendons autour de nous, qu'il y a une profonde attente, que nous trouvons légitime et que nous soutenons.

Nous estimons aussi que la CCLS doit tenir compte tout autrement, d'une population largement renouvelée, dans le cadre d'un environnement périurbain, ce qui entraîne des nouveaux besoins.

Il est donc important de donner à la CCLS, les

moyens de travailler en transférant des compétences structurantes pour notre territoire.

NLA : Peux tu nous donner un exemple concret de projet ?

Didier Potiron : Aujourd'hui on voit bien, peut-être plus à Savenay que dans d'autres communes, qu'on est "surbooké" au niveau des licenciés sportifs, et on n'a pas assez d'équipements.

Et c'est une question : Pourquoi avoir limité la compétence de la CC simplement au gymnase Saint-Exupéry, pour les compétences équipements ? Alors que pour une véritable compétence équipement, la question pourrait être : Pourquoi, sur le territoire du canton de Savenay, il n'y a pas de piscine couverte ? Pour l'équipement culturel, "aujourd'hui tout le monde dit qu'il n'y a rien dans le canton, pas de salle, où alors des petites salles qui sont infimes, et qui ne permettent pas de mener une véritable politique culturelle, digne de ce nom". Réfléchissons là aussi.

Nous l'avons dit sur le site : Super U, un jour où l'autre, va déménager sur la ZAC de la Colleraye. Pourquoi ne pas récupérer ce bâtiment et le transformer en équipement culturel.

On le voit bien, il faut donner de l'ambition au projet politique de notre territoire, et Savenay a une responsabilité importante en ce sens. Si Loire et Sillon en reste à une petite gestion des affaires courantes, le territoire communautaire risque de devenir une zone dortoir, un angle mort entre la Communauté urbaine de Nantes, rebaptisée "Métropole" et la CARENE de Saint-Nazaire, une cité dortoir pour les salariés de Nantes et Saint-Nazaire.

Il est donc nécessaire d'avoir un projet politique et une réflexion globale pour permettre à notre territoire d'être un territoire à part entière, avec une vraie identité par la création de services nouveaux.

Sortir de la grande précarité du Logement.

Un tiers des dépenses des ménages sont consacrées au logement et à son équipement selon l'INSEE. Le logement constitue un des enjeux fondamentaux de la protection sociale.

La CARENE a décidé d'un Programme Local de l'Habitat ambitieux. Jean Louis LE CORRE, Président de la commission Politique de l'Habitat, politique de la Ville souhaite que dans sa mise en œuvre soit pris en compte, pour l'attribution des crédits, les écarts de développement dans notre territoire que nous constatons et que la directive Territoriale d'Aménagement exprime au nom de l'Etat. L'Etat doit rester le garant d'une politique de solidarité nationale, comme l'Abbé Pierre le demande avec force au Gouvernement et aux Elus.

Le Gouvernement Raffarin propose de réaliser 80 000 logements par an, c'est notoirement insuffisant, il faudrait en bâtir 120 000 par an pour répondre aux demandes de logement, notamment celles des plus démunis.

Dans ce contexte, comment peut-on mieux urbaniser notre territoire communal sans associer les locataires et propriétaire de logements, les salariés des entreprises et les Elus ?

Jean-Louis Lecorre revendique l'existence d'un organisme de régulation, de contrôle, d'impulsion, de financement, d'aide et de conseil pour mettre en œuvre une politique nationale du logement.

Mais, il s'agit aussi de rechercher les solutions qui vont permettre de rassembler les habitants autour d'un projet d'appropriation citoyenne, de gestion du patrimoine et de l'espace public.



LAICITE

Delphine BOUFFENIE adjointe au Maire de Nantes à l'intégration et à la citoyenneté a déclaré lors d'un entretien à la presse portant sur la laïcité :

"La loi sur la laïcité ne résoudra absolument aucun problème relevant de l'intégration. La circulaire actuellement en vigueur suffisait amplement. Elle risque même de compliquer les choses. Personnellement, je suis contre le port du voile à l'école, mais pas contre les gamines qui le portent ; gamines avec lesquelles il faut échanger, discuter..."

TRANSFERT DE L'ACTIVITÉ PORTUAIRE DU QUAI WILSON VERS CHEVIRE

Raymond LANNUZEL a rappelé, par courrier du 13 février adressé au Président du port, l'opposition des élus communistes à tout transfert d'activité de Wilson vers Cheviré.

Il a notamment dénoncé : "Outre qu'il pénaliserait les deux entreprises du site de Wilson, ce transfert à Cheviré engendrerait un trafic de plus de 25000 camions par an entre Cheviré et Wilson par le pont des Trois Continents. Ce qui aurait pour conséquence une détérioration importante de la circulation, de la sécurité et de l'environnement, donc de la vie des habitants.

Ce choix unilatéral ne répond donc pas aux intérêts de la population de l'agglomération et particulièrement celle du Sud Loire".

BUDGET 2004

A l'occasion du vote du budget de la ville de Nantes Raymond LANNUZEL a déclaré "Qu'il nous soit cependant permis d'attirer votre attention sur le fait qu'une nouvelle fois, nous procédons à une augmentation des taux des 3 taxes directes locales, ce qui n'est pas sans conséquence sur bon nombre de foyers nantais. Cette augmentation est naturellement à mettre en relation avec les choix politiques nationaux que nous subissons. Mais il faut également, selon nous, la rapprocher de l'évolution des relations financières entre la ville et la Communauté Urbaine. Nous partageons, je le rappelle, la décision de faire évoluer positivement la dotation de solidarité communautaire et celle d'augmenter le taux de la Taxe Professionnelle. Il reste cependant que celui-ci a évolué moins vite ces dernières années que les taux des taxes d'habitation et foncière".

RENCONTRE NATIONALE DU LOGEMENT

Fin janvier, Claude CONSTANT, administrateur à Nantes Habitat, a participé à une rencontre nationale organisée par le PCF sur le logement. Le logement avec l'emploi est l'une des préoccupations prioritaires des Français. Le Parti Communiste a, dans ce domaine, des propositions concrètes afin d'améliorer la vie de millions de personnes. Ce qui ressort de ce riche débat auquel participaient plus de 500 personnes, responsables associatifs, responsables de la Fondation Abbé Pierre, élus, c'est que la situation en matière de logement se dégrade d'une façon catastrophique. Six millions de personnes sont aujourd'hui mal logées. A travers ses orientations budgétaires, le gouvernement abandonne toute politique nationale du logement à la loi du marché. L'entretien du parc social et assure la "bonne santé de l'immobilier". La hausse des loyers dans le privé est exponentielle. Au niveau du logement, la fracture sociale ne fait que s'aggraver. Avant de se séparer, les participants à cette rencontre nationale, ont réaffirmé avec force leur volonté de maintenir un véritable service public du logement, avec des moyens financiers conséquents.

Ça se passe chez nous

“ECOLE : le temps des révisions”

La SOCIÉTÉ DES LECTRICES ET LECTEURS
et la SOCIÉTÉ DES AMIS
du journal L'HUMANITÉ en Loire-Atlantique
vous proposent avec leur 3ème HUMA-CAFE :

une rencontre-débat pour faire le point sur le
“Débat national sur l'avenir de l'école”
organisé du 13 novembre 2003 au 17 janvier
2004 et dont l'objectif est de préparer une
nouvelle Loi d'Orientation qui se substituera à
celle de 1989 appelée Loi Jospin. Toujours en
vigueur, c'est elle qui mettait “l'élève au centre
du système éducatif” et fixait
l'objectif de “80% d'une classe d'âge au niveau
du baccalauréat en l'an 2000”.

Comment s'est déroulé le débat ? Comment
a-t-il été perçu ?

Qui y a pris la parole ? Quelles suites en
attendre ?

Vrai ou faux débat ? Démocratie directe ou
manipulation ?

NANTES LUNDI 15 MARS 2004

à 20h30

**au Salon de Musique
du LIEU UNIQUE**

**LE DEBAT NATIONAL SUR L'AVENIR
DE L'ECOLE vu par...**

**Marie-Noëlle BERTRAND, de
l'Humanité, Vanessa RIPOCHE de
Ouest-France, Xavier COSSE de
FR3 Pays de la Loire, et avec
la participation de Gilles MOREAU,
sociologue, enseignant-chercheur
à l'Université de Nantes.**

Le Lieu Unique Quai Ferdinand-Favre .
Tramway Ligne 1 et Bus 27,29,26,28,24 : arrêt Duchesse Anne ; Bus 56 :
arrêt Monteil ou Favre. Parkings : SNCF Gare Nord, Place Duchesse
Anne, Cours Saint Pierre

Les échos de la campagne

La majorité UMP du Conseil général renforce l'emploi précaire et donne satisfaction au patronat en Loire Atlantique

Suite à la signature par François FILLON (Ministre des Affaires sociales, et tête de liste aux élections régionales) du premier accord pour la mise en place du Revenu Minimum d'Activité (RMA) entre le département et les représentants du patronat.

Les candidats communistes sur les cantons Saint-Nazaire Ouest et Est, Yvon Renévoit et Laurent Belliot ont déclaré :

“La majorité UMP du Conseil général n'a pas perdu de temps pour renforcer l'emploi précaire en Loire-Atlantique et donner satisfaction aux exigences du patronat lui permettant d'embaucher une personne pour seulement 15 à 30% du prix normal de l'heure de travail.

Les 5 milliards d'euros prévus par le gouvernement en compensation ne devraient pas couvrir les dépenses que les départements doivent consentir. Les nouvelles radiations des ASSÉDIC viennent en effet, gonfler le nombre de bénéficiaires du RMI.

Les candidats UMP pour les élections cantonales sont bien porteurs de la mise en œuvre de la politique de casse sociale engagée contre le monde du travail par le gouvernement Raffarin et le MEDEF

Nous portons une autre logique de développement économique et social en travaillant avec la population à la construction d'un mouvement national pour une sécurité d'emploi et de formation tout au long de la vie:

- Assurer à chacun, tout au long de la vie active, la possibilité d'alterner des emplois stables et correctement rémunérés avec des formations permettant de développer ses capacités et ses compétences pour élargir ses possibilités d'emploi.

- Assurer un revenu et des droits : salaire quand on est dans l'emploi ou revenu de remplacement, au même niveau que le salaire antérieur, quand on est en formation”.

La démocratie n'est pas gratuite

Dans le cadre de la campagne électorale des cantonales, en tant que candidat de rassemblement citoyen, présenté par le PCF, Jean-Yves MARTIN a naturellement souhaité pouvoir inviter les électrices et les électeurs des communes du canton à des réunions publiques pour leur présenter sa candidature, exposer son programme et en débattre avec eux. Or, le Maire de Malville exige le paiement de 200 Euros pour disposer d'une salle sur sa commune. C'est exorbitant. Dans la tradition républicaine, les réunions publiques électorales sont libres et gratuites (art. L.47 du code électoral). Il lui a donc écrit le 19 février pour renouveler sa demande de salle gratuite pour le 9 mars. Il lui faisait valoir que “l'observation stricte du principe général d'égalité des citoyens, exige que des personnes placées dans une situation identique et soumises au même régime juridique - comme les candidats aux élections cantonales - soient traitées de la même façon, sans privilège ni discrimination”, ajoutant : “afin de respecter l'égalité, il est donc de tradition qu'un maire mette gratuitement une salle à la disposition des divers candidats à une même élection”, exprimant même le souhait de le rencontrer à ce sujet.

Or, à ce jour, le Maire n'a toujours pas daigné répondre d'une quelconque manière. Au-delà de l'incorrection, ce refus constitue une atteinte à la démocratie contre laquelle, le candidat s'insurge. “Je me vois donc dans l'obligation de la rendre publique et de la dénoncer, réaffirmant ma volonté de pouvoir m'exprimer dans la commune de Malville aussi facilement que dans toutes les autres communes du canton” devait déclarer le candidat communiste.

Notons au passage que Monsieur le Maire de Malville passe sur le canton pour un maire de droite qui s'était affronté aux dernières élections municipales à une liste de gauche et qui, lors des dernières élections présidentielles avait donné sa signature à Arlette Laguillier. De là à penser qu'il ferait de l'anti communisme...

Soutien aux agriculteurs

Le jeudi 19 février, une délégation de l'organisation cantonale du Parti communiste français, conduite par Jean-Yves Martin, candidat communiste sur le canton, s'est portée à la rencontre des producteurs de lait qui bloquaient la sortie de la laiterie Eurial-Colarena de Campbon, pour protester contre l'insuffisance du prix d'achat du lait et la baisse de leurs revenus.

Après avoir écouté leurs explications sur ses causes, cette délégation leur a exprimé le soutien du PCF pour cette action et ses vœux de succès dans les négociations en cours.

Suite à cette rencontre Jean-Yves Martin, a adressé une lettre au Préfet de Loire Atlantique, le priant “d'intercéder auprès du Ministre de l'Agriculture, monsieur Hervé Gaymard, pour qu'il intervienne afin que la crise du prix du lait et la grave situation économique et sociale des éleveurs laitiers trouvent une issue positive dans les meilleurs délais, et que les négociations avec les industriels sur la fixation du prix du lait aboutissent à une conclusion rapide”.

Le jeudi 19 février, une délégation de l'organisation cantonale du Parti communiste français, conduite par Jean-Yves Martin, candidat communiste sur le canton, s'est portée à la rencontre des producteurs de lait qui bloquaient la sortie de la laiterie Eurial-Colarena de Campbon, pour protester contre l'insuffisance du prix d'achat du lait et la baisse de leurs revenus.

Après avoir écouté leurs explications sur ses causes, cette délégation leur a exprimé le soutien du PCF pour cette action et ses vœux de succès dans les négociations en cours.

Suite à cette rencontre Jean-Yves Martin, a adressé une lettre au Préfet de Loire Atlantique, le priant “d'intercéder auprès du Ministre de l'Agriculture, monsieur Hervé Gaymard, pour qu'il intervienne afin que la crise du prix du lait et la grave situation économique et sociale des éleveurs laitiers trouvent une issue positive dans les meilleurs délais, et que les négociations avec les industriels sur la fixation du prix du lait aboutissent à une conclusion rapide”.

FORUM

A l'initiative des Cellules du Parti Communiste de la SNCF et de la SEMITAN, un Forum se déroulera le mercredi 10 mars 2004 à 18h00, Salle de la Manufacture à Nantes, sur le thème : *“Quelle politique de transports collectifs pour l'agglomération de Nantes ?”*

Quelle complémentarité train, tram, bus ? Quel maillage pour couvrir l'ensemble du territoire ? Quels besoins en investissements ? Comment les financer ? Quelle tarification ?

**Abonnez-vous
aux Nouvelles**

**10 euros
pour l'année**

Vous recevrez les Nouvelles, vous appréciez son contenu.
Pour contribuer à sa parution, à son amélioration,
abonnez-vous pour 10 euros l'an, libellez vos chèques
à PCF - Fédération de Loire-Atlantique
41, rue des Olivettes - 44000 NANTES